

PAUL DESMARAIS: UN BILAN S'IMPOSE

ROBIN PHILPOT¹

Les éloges à l'endroit de Paul Desmarais convergent sur ce que l'homme d'affaires aurait donné au Québec. Mais peu s'attardent sur ce que le Québec et son État ont donné à M. Desmarais. Il y a une réponse courte à cette question: Tout!

Sans le Québec, un Québec qui aspirait, selon les mots d'un contemporain célèbre, à devenir "non pas une province pas comme les autres, mais un pays

¹ Robin Philpot, "Paul Desmarais: un bilan s'impose," *Le Devoir*, 12 octobre 2013. Edited by Christopher Richard Wade Dettling, 2016.

comme les autres,” l’avenir canadien de Paul Desmarais aurait été bouché. “Les Canadiens français qui se sentent menacés se sont toujours tournés vers le Québec, disait-il. Cela fait partie de leur conscience et cela fait partie de la mienne.” Des journalistes d’affaires de l’establishment canadien, dont Peter Charles Newman et Diane Francis, ont d’ailleurs attribué son ascension rapide dans les années 1960 au fait qu’il était “French Canadian and politically correct,” bref, un archi-fédéraliste canadien-français capable de protéger leurs intérêts et de faire obstacle à l’indépendance du Québec.² Ce constat, qui n’enlève rien à Paul Desmarais, est pourtant accablant pour le Canada, qui se targue d’être le paradis de la diversité.

² “No businessman in Canadian history has ever had more intimate and more extended influence with Canadian prime ministers than Desmarais.” Peter Charles Newman, “Epitaph for the two-party state,” *Maclean’s*, 1 November 1993, 14. [Editor]

EMPIRE FINANCIER

Entrepreneur, Paul Desmarais ne l’a jamais été: “Je ne trouve rien que j’ai commencé [...] commencer à zéro, c’est trop lent pour moi,” a-t-il dit. Bâtitteur? Peut-être, mais d’un empire financier construit par la recherche constante de liquidités permettant d’accroître sa fortune personnelle. Les liquidités de l’ampleur de son ambition ne pouvaient se trouver que dans le giron de l’État, principalement celui du Québec. C’est l’histoire de la prise de contrôle par Paul Desmarais de *Gelco* (*Gatineau Electric*), devenu *Gesca*, et de *Power*, qui disposaient d’importantes liquidités versées par l’État. Après la prise de contrôle de *Power* et de *La Presse* est apparue la notion de l’État Desmarais. C’est le jeune député libéral Yves Michaud qui a sonné l’alarme à *l’Assemblée nationale* en 1968.³ Trop peu l’ont entendue.

³ “En faut-il davantage pour marquer le caractère grave d’une situation qui, si elle n’est pas l’objet d’un examen détaillé,

Très tôt, Paul Desmarais a appris à cultiver des liens étroits avec les politiciens, de sorte que tous les premiers ministres du Québec et du Canada depuis

scrupuleux et attentif—tel que le permettent nos règlements—de la part des élus du peuple et des responsables de l'État, risque d'abandonner dans les mains d'une oligarchie financière, une puissance plus grande que celle de l'État, une force éventuellement capable de contrecarrer les volontés des élus du peuple et de l'exécutif? ... Le groupe *Gelco-Trans-Canada* [dirigé par Paul Desmarais] tente d'acquérir à l'heure actuelle, au moment où je vous parle, le journal *Le Soleil*, dont le tirage est de plus de 175 000 exemplaires et le quotidien *Le Droit* d'Ottawa, qui a un tirage de 45 000 exemplaires." [If this problem is not corrected by a very serious inquiry on the part of elected officials, in accordance with the laws of our Assembly, the Desmarais oligarchy will threaten the power of our Parliament: Does the dangerous nature of this situation require even further proof? Will not this oligarchy eventually usurp the sovereign will of our representatives, and even our Prime Minister? ... At this very moment, the *Gelco-Trans-Canada Group* [controlled by Paul Desmarais] is seeking to further acquire *Le Soleil Newspaper*, the readership of which is more than 175 000 people, as well as the daily newspaper *Le Droit* d'Ottawa, which has a readership of some 45 000 people] Robin Philpot, *Derrière L'État Desmarais: Power*, 2ième édition, Montréal, 2014, 13-14. [Editor]

Maurice Duplessis, à l'exception de René Lévesque et de Jacques Parizeau, lui mangeaient dans la main.⁴

On parle de la fausse fuite des capitaux en 1967 à laquelle Paul Desmarais a participé pour amener Daniel Johnson à effectuer une volte-face sur l'indépendance après pourtant avoir été élu sur le slogan "Égalité ou indépendance." Mais on parle moins de la vraie fuite de capitaux du début des années 1990 dont il a été l'architecte, mais cette fois en douceur et sous le nez de son fidèle ami Robert Bourassa. Début 1989, dans la plus importante transaction financière de l'histoire du Canada, Desmarais vend à des Américains pour plus de 2,6 milliards de dollars la *Consolidated-Bathurst*, joyau

⁴ "Le Lévesque dont la plupart des Canadiens ont entendu parler est le volubile orateur, René, le ministre des Ressources naturelles du Québec. Le riche, c'est Jean-Louis, un lointain cousin qui contrôle le plus grand empire financier du Québec." [The Lévesque which most Canadians have heard about is the great orator, René, the Minister of Natural Resources of the Province of Québec. Jean-Louis Lévesque is his wealthy distant cousin, who owns the largest financial empire in Québec] Jules Belanger, *J.-Louis Lévesque: La montée d'un Gaspésien aux sommets des affaires*, Saint-Laurent, 1996, 166-167. [Editor]

de l'industrie papetière québécoise qui avait profité depuis des dizaines d'années des largesses du gouvernement du Québec. Suit la vente de *Montréal Trust* pour 550 millions. Voilà un pactole de 3 milliards arrachés aux ressources naturelles et à la sueur des travailleurs et travailleuses du Québec.

ÉTAT DESMARAIS

Même en jouant les fantômes, dont Paul Desmarais était le maître, il a été harcelé par les journalistes, syndicats et politiciens qui voulaient savoir où il allait investir. Ses réponses vagues se résumaient comme suit: L'incertitude politique du Québec effraie les investisseurs comme nous et nous voulons un taux de rendement d'au moins 15%. Alors que dans les années 1970 un conseiller insistait pour que René Lévesque rencontre Paul Desmarais car il faisait "vivre la moitié de la province de Québec." Ce ne serait plus jamais le cas. Hormis ses journaux, il n'investira rien au Québec après 1990, se satisfaisant

d'un mécénat pour amadouer la basse-cour. Il n'est pas étonnant donc que, à la veille du référendum de 1995, Jacques Parizeau ait parlé d'un État Desmarais qui, ayant fait fortune ici, gardait une main haute sur la politique québécoise tout en investissant ses millions partout, sauf au Québec.

NATIONALISTE CANADIEN-FRANÇAIS

D'aucuns qualifient Paul Desmarais de nationaliste. Le Canada est ainsi fait que, sans changer de nom et sans abandonner totalement son héritage, il n'avait pas d'autre choix. Mais il serait nationaliste canadien-français, pas québécois. Ce nationalisme, d'ailleurs, lui ouvrait les portes des premiers ministres. Il a choisi le rôle de minoritaire prospère, comme il l'a expliqué à Peter Newman: Un modèle oui, mais un modèle sévère avec ses co-minoritaires.⁵ Or, lorsque l'establishment canadien

⁵ "Le doyen du journalisme politique et du monde des affaires au Canada, Peter Charles Newman, lui a consacré environ 60 pages

lui assénait des camouflets successifs (*Argus* 1975, *Canadien Pacifique* 1982), il avait deux options: Accepter son statut ou embrasser le credo collectif québécois incarné par les souverainistes—le gouvernement Lévesque a fait des appels en ce sens, notamment sur la propriété du *Canadien Pacifique* via *la Caisse de dépôt* en 1982. Son choix a été de rester le minoritaire prospère, probablement par

de son livre *L'Establishment canadien, ceux qui détiennent le pouvoir*. Mais non sans peine. Même si Peter Charles Newman est considéré comme chantre officiel de l'élite des affaires au Canada, peu avant la parution en 1975 de ce livre sur *l'establishment*, il s'est vu menacer d'une poursuite-bâillon de Paul Desmarais qui, selon *The Gazette*, 'n'a pas aimé ce que Newman a[vait] écrit sur le traitement de quelques actionnaires minoritaires d'un *holding*.' Paul Desmarais a mandaté l'avocat J. J. Robinette de Toronto pour demander une injonction visant à empêcher la publication du livre. Les deux sources citées par Newman, gouverneurs de la Bourse de Montréal, auraient 'pris le bois' et l'éditeur, McClelland and Stewart, l'un des plus importants au Canada, a été obligé de cacher le paragraphe désobligeant à l'aide d'un autocollant dans chacun des 75 000 exemplaires. Dans un autre livre, Newman a consacré un chapitre à Desmarais qu'il a servilement intitulé 'King Paul.'" Robin Philpot, *Derrière L'État Desmarais: Power*, 2ième édition, Montréal, 2014, 11-12. [Editor]

crainte pour sa fortune personnelle mais aussi parce que le projet collectif québécois était foncièrement social-démocrate tandis que lui se disait “résolument conservateur”—Ronald Reagan “était le meilleur,” selon lui. Donc, il l’a combattu de toutes ses forces.

QUELLES LEÇONS TIRÉES DE PAUL DESMARAIS?

Jean Bouthillette a bien résumé le personnage en 1972: “Cette ambiguïté est à la source de l’opportunisme politique de notre ‘bourgeoisie traditionnelle,’ qui fut—et est encore—à la fois nationaliste et ‘collaboratrice,’ son instinct de survie lui commandant à la fois, pour se tenir en selle, de flatter le peuple par des slogans autonomistes et de rassurer l’Anglais en l’assurant de notre docilité. Le dédoublement de la personnalité a conduit tout naturellement au double jeu politique, caractéristique des peuples dominés.”

Saurons-nous reconnaître dans la bergerie aujourd'hui d'autres loups drapés en habits de laine qui confondront leurs intérêts privés avec les intérêts collectifs du Québec, et nous confondront?

Robin Philpot, 2013

BIBLIOGRAPHIE

Barberis-Gervais, Robert, “Limites et dangers du concept de coupable par association,” *Sorel Tracy Magazine: L’Opinion du Lecteur*, 2 août 2013.

Belanger, Jules, *J.-Louis Lévesque: La montée d'un Gaspésien aux sommets des affaires*, (Saint-Laurent, Fides, 1996).

Bergeron, Sylvie, “Ça change quoi de savoir tout ça?” *Le Huffington Post Quebec: Les Blogues*, 9 juillet 2015.

Cloutier, Jean-François, “L’ampleur du pouvoir des Desmarais mise en lumière,” *TVA Nouvelles*, 2 avril 2012.

Fraser, Matthew, *Quebec Inc.: French-Canadian Entrepreneurs and the New Business Elite*, (Toronto: Key Porter, 1987).

Greber, Dave, *Rising to Power: Paul Desmarais and Power Corporation*, (Toronto: Methuen, 1987).

Jussaume, Marc, “La Réplique: Paul Desmarais—
L’argumentaire boiteux de Robin Philpot,” *Le Devoir*, 17 Octobre 2013.

Le Hir, Richard, *Desmarais: La Dépossession tranquille*, (Saint Denis, Montréal: Les Éditions Michel Brûlé, 2012).

—, “L’empire Desmarais: Les Québécois vont
financer les entreprises EDF et Enbridge,”
Mondialisation.ca, 4 octobre 2013.

Newman, Peter Charles, “Epitaph for the two-party
state,” *Macleans*, 1 November 1993.

—, *The Canadian Establishment: The Old Order*,
vol. 1, (Toronto: McClelland and Stewart, 1975).

—, *The Canadian Establishment: The Acquisitors*,
vol. 2, (Toronto: McClelland and Stewart, 1981).

—, *The Canadian Establishment: The Titans, How the New Canadian Establishment Seized Power*, vol. 3, (Toronto: Viking Canada, 1998).

Philpot, Robin, *Derrière L'État Desmarais: Power*, 2ième édition, (Montréal: Livres Baraka Inc., 2014).

—, *Derrière L'État Desmarais: Power*, (Montréal: Les Intouchables, 2008).

Vastel, Michel, “Le secret de Paul Desmarais,” *L'Actualité*, 9 octobre 2013.

Vigneault, Richard, “Réplique à Robin Philpot: La France n'est pas le Québec,” *Le Devoir*, 5 février 2009.